

**Zeitschrift:** Revue économique franco-suisse  
**Herausgeber:** Chambre de commerce suisse en France  
**Band:** 39 (1959)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Bilan économique et financier de 1958  
**Autor:** Sédillot, René  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-888187>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Bilan

## économique et financier

### de 1958

par René Sédillot  
Rédacteur en chef  
de « La Vie Française »

Quand les historiens auront à définir l'année 58, ils songeront plus aux faits politiques qui l'ont marquée de leur empreinte, qu'aux faits économiques et financiers. Les économistes ont beau clamer « Économique d'abord! », c'est le politique qui l'emporte aux heures décisives. Le millésime 58 restera celui de l'éclat d'Alger, de l'appel à de Gaulle, de la réforme des institutions.

De ces faits politiques, les phénomènes économiques et financiers ne sont que des causes très accessoires. On n'arrivera jamais à expliquer néanmoins le mouvement du 13 mai par le déficit sur l'U.E.P., ni par l'évolution des prix ou des masses budgétaires.

En revanche, les événements politiques de 1958 ont eu des conséquences économiques et financières. La réforme des institutions a permis et entraîné des réformes profondes, sur la structure même des prix et de la monnaie.

A cet égard, les décisions arrêtées dans les tous derniers jours de 58 pèsent d'un plus grand poids que toutes les mesures et toutes les fluctuations des 360 autres jours de l'année.

Mais on ne brosse pas le tableau d'une année en ne faisant état que de ses ultimes moments, pas plus qu'on ne décrit une vie d'homme en ne retenant que l'heure de l'extrême-ouction. Oublions provisoirement les faits et gestes intervenus *in extremis* pour survoler l'ensemble de l'année.

En bref, pour la France, deux tendances caractérisent 1958 : un ralentissement de l'économie, un redressement des finances. Voyons un peu.

#### L'économie au ralenti

Ni l'un ni l'autre des deux phénomènes n'est aveuglant. Il faut se pencher sur les chiffres, scruter les statistiques, peser les indices pour déceler à coup sûr une orientation. Certains témoignages restent contradictoires. Mais enfin la plupart d'entre eux permettent de conclure, en ce qui

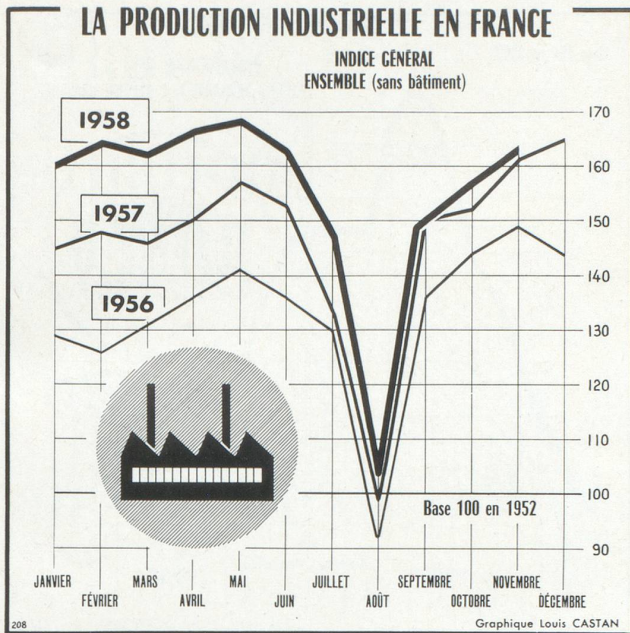
concerne l'économie, à un ralentissement. Le mot « crise » serait déplacé, à moins de le corriger par le qualificatif « mineure ». Les Américains nous ont légué le mot « récession », en même temps que la chose. « Une récession, disent-ils familièrement, c'est quand votre voisin perd sa place. Une crise, c'est quand vous perdez la vôtre. »

Disons que l'expansion ne s'est poursuivie qu'avec un moindre élan, qu'elle s'est tassée, sinon arrêtée. Là où le progrès a continué, il a été moins rapide. Là où ont apparu les premiers signes de fléchissement, ils sont encore discrets.

Production industrielle? Pour l'ensemble de l'année, l'indice sans bâtiment a atteint 155 au lieu de 147, et l'indice avec bâtiment 149 au lieu de 142. L'amélioration moyenne est de l'ordre de 5 %, assez inférieure aux améliorations des années précédentes. Mais pour le mois de décembre, l'indice a reculé de 3,6 % au-dessous du niveau de décembre 57.

Les premières statistiques globales de 1958 accusent, elles aussi, des progrès... au ralenti. Par rapport à 1957, la consommation d'électricité a augmenté de 7,8 % (c'est moins que de coutume), la production de charbon de 1,8 %, la production d'acier de 3,5 %. La production textile est étale, après deux progrès annuels de 10 %. La production d'automobiles se développe toujours (1.127.000 voitures en 1958, contre 927.000 en 1957), mais les carnets de commandes se sont dégonflés et les délais de livraison se sont volatilisés. La consommation d'essence, pour le dernier trimestre de 58, est encore de 5 % supérieure à celle du dernier trimestre de 57, mais, comme elle concerne un parc accru, elle implique une légère contraction de la circulation.

« Assainissement du marché! » disent les optimistes. C'est peut-être vrai pour l'auto. On doute que ce le soit pour d'autres secteurs. Pour les appareils électro-ménagers, la mévente a été profonde, jusqu'à la fin de 58; il est vrai qu'elle a été presque systématiquement provoquée par la politique des impôts et du crédit. Dans les grands magasins, la saison des jouets et des cadeaux a été relativement médiocre : on



a bien vu les badauds et les clients se bousculer, mais pour des achats généralement plus modestes que de coutume.

Faut-il noter d'autres signes encore? Le trafic des wagons chargés s'est inscrit nettement en baisse; les horaires de travail se sont raccourcis : moins d'heures supplémentaires, plus de chômage partiel. Tout cela n'arrive pas à faire une crise. Mais, dans un pays pour lequel l'expansion était devenue comme une seconde nature, cela crée un commencement de malaise.

On se plaint. Souvent plus que de raison. « Ça ne va plus. » « Je ne vends plus rien. » « On congédie! » Au total, les doléances devançant les dommages. Il reste que le climat de l'économie n'est plus à la belle humeur.

## Les finances améliorées

En regard, l'année 1958 a vu se redresser les finances françaises. Non pas certes de telle sorte qu'on puisse se récrier d'admiration et d'enthousiasme. Du moins, les pires catastrophes, que nous avons frôlées sans trop nous en douter, ont pu être évitées, et les bases d'un assainissement durable ont pu être posées en fin d'année.

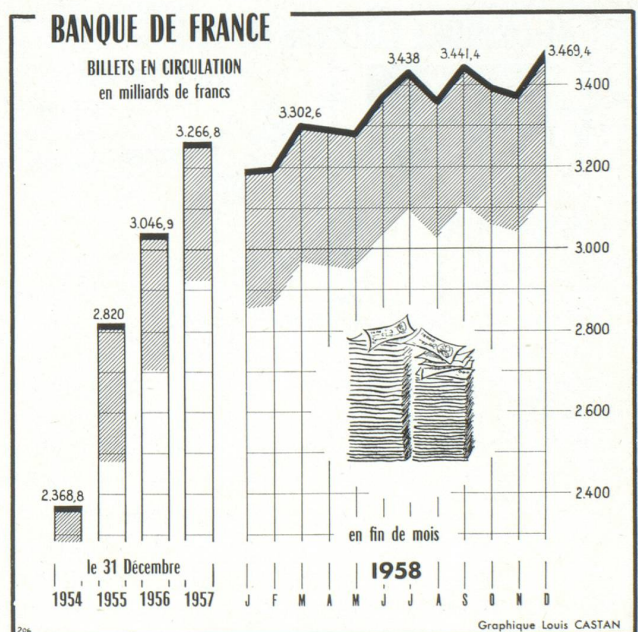
À l'intérieur, pour la rectification des prix, l'année avait commencé à l'enseigne de l'Opération-Vérité, dont le principe était bon, mais dont le déroulement avait été redoutable. Car, dans un climat d'instabilité politique, et faute d'un pouvoir capable d'imposer ses décisions, les hausses nécessaires avaient entraîné en chaîne des hausses moins nécessaires, voire dangereuses. Comme l'indice des 179 articles avait deux fois crevé sa cote d'alerte, le S.M.I.G. avait dû être relevé trois fois (en janvier, en mars et en juin). Dans le sillage des prix et des salaires, l'inflation se trouvait relancée : la masse des billets en circulation passait de 3.267 milliards au début de l'année à 3.438 fin juillet. Mais

le second semestre a vu se dissiper la menace : l'indice des prix de détail, de juillet à novembre est constamment demeuré entre 113 et 114; le S.M.I.G. s'est immobilisé 6 mois à 149,43. Le volume de la circulation fiduciaire a cessé de se gonfler (3.469 milliards de billets au 31 décembre). Le péril d'inflation a été conjuré.

D'autre part, la position du franc s'est renforcée. Vis-à-vis de l'or? Le Napoléon, qu'on avait vu à 4.060 en mai, est retombé en octobre au-dessous de 3.400; et le lingot, de 540, est alors revenu à 513. Vis-à-vis des changes? Le dollar sur le marché parallèle et le dollar-titre ont fléchi à des cours qui n'étaient plus très éloignés de la parité officielle.

En même temps, la balance des comptes et la balance commerciale se sont assainies. On avait commencé l'année dans les pires conditions, avec des déséquilibres si profonds que, pour s'éviter une faillite déshonorante ou des restrictions d'importations asphyxiantes, la France avait dû contracter de gros emprunts auprès des organismes monétaires internationaux. Les déficits du premier semestre avaient, pour une bonne part, dilapidé ces apports. En mai, déficit commercial record (58 milliards de francs), et déficit record aussi à l'Union Européenne des Paiements (76 millions de dollars). Mais à partir de juin, le retournement s'est affirmé et confirmé en octobre et en novembre, nos exportations sur l'étranger ont même dépassé pour la première fois nos importations; nos excédents sur la zone dollar ont compensé ce qui nous restait de déficits sur l'U.E.P., et nos réserves de devises commençaient à se reconstituer. De juin à novembre, elles ont augmenté de quelque 400 millions de dollars.

Était-ce le salut? On ne peut pas ne pas remarquer la coïncidence de la révolution politique et du redressement financier. Sans doute n'explique-t-elle pas tout. Mais la preuve est faite que les facteurs psychologiques pèsent lourd dans la balance, et que rien ne vaut une confiance restaurée pour rendre la santé à une monnaie.



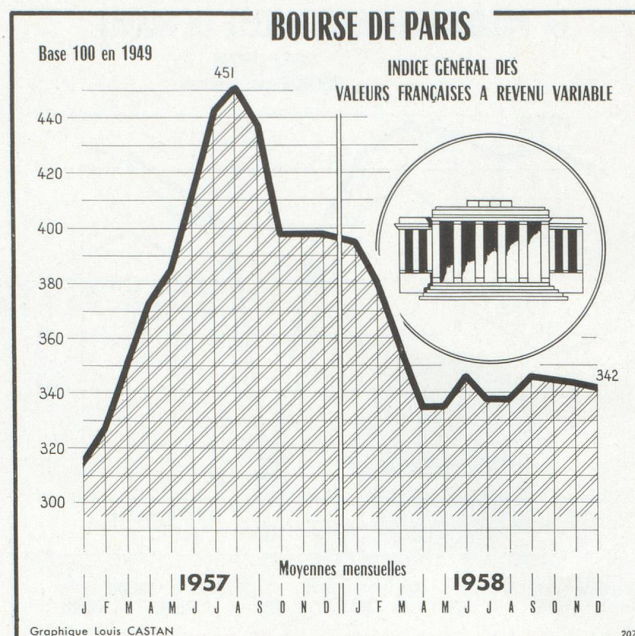
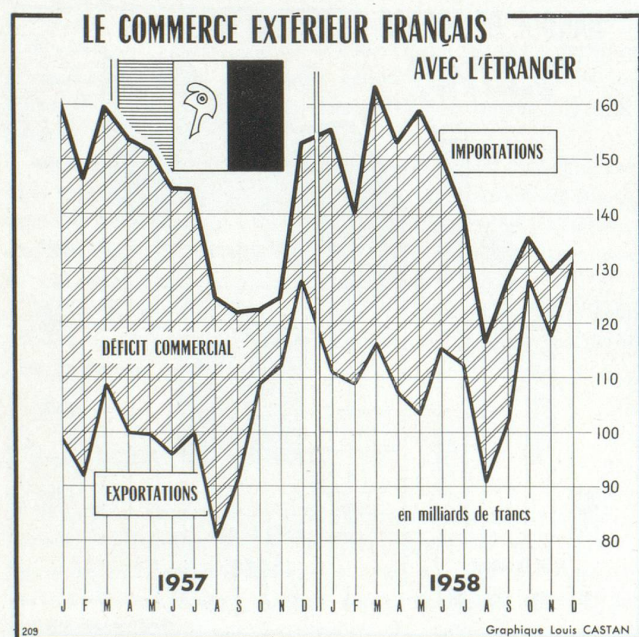
Seulement, il manquait à ce redressement l'essentiel : à l'intérieur, des prix sans hypothèque; à l'extérieur, une parité correcte. La France pouvait-elle aborder le Marché Commun avec un boulet de subventions, d'indexations et de primes, avec un taux de change surévalué? La première Opération-Vérité avait manqué son but. Il fallait la renouveler, l'élargir, et, cette fois, la réussir. Doté des pleins pouvoirs, le gouvernement en a pleinement usé. Il a couronné l'année 58 par une réforme monétaire et budgétaire dont les rigueurs ont surpris l'opinion, mais qui restitue à la France, pour 1959, des chances inespérées.

## Correctifs

Au bilan de 1958, nous avons porté les deux phénomènes majeurs — ralentissement de l'économie, amélioration des finances —. Encore faut-il avouer que leur portée reste discutable et discutée.

Le ralentissement de l'économie, on l'a dit, n'est pas général : la production agricole de 1958, par exemple, s'inscrit plutôt en reprise par rapport à 1957, avec un développement du cheptel, un léger accroissement des produits laitiers, une récolte de betteraves accrue en quantité, sinon en qualité, une récolte de vin moins mauvaise, une très belle récolte de maïs. Le pouvoir d'achat rural est peut-être moins entamé qu'on ne l'affirme.

L'amélioration des finances, elle aussi, est contestable à certains égards, même après les grandes réformes de décembre. La situation budgétaire, en particulier, reste difficile (compte tenu des sévères sacrifices exigés des subventionnés et des contribuables), le déficit prévu pour 1959 est encore lourd. Nos réserves de change, même renflouées, sont encore trop modestes au regard des besoins de la zone franc.



Dans la mesure où ils restent vrais, les deux phénomènes ont été voulus — ou acceptés — par les pouvoirs publics. Les autorités monétaires internationales ont fait savoir à la France qu'elle ne pouvait indéfiniment financer son expansion avec des déficits extérieurs, et qu'il fallait freiner l'expansion pour réduire les déficits. C'est ce qu'on a fait. Les restrictions de crédit ont été délibérées. Elles ont agi. On les a maintenues pour la plupart, afin de continuer le freinage.

Si les phénomènes en question ont été voulus, ils peuvent donc demain être contrecarrés. Les États modernes disposent de moyens puissants pour faire ou défaire les crises. En dosant les crédits et les dépenses, en réglant le robinet de l'inflation, ils peuvent orienter l'économie. A leur guise? Pas tout à fait. Cette robinetterie est d'une manœuvre délicate, et les meilleurs experts risquent de s'en servir trop tôt ou trop tard. Mais le renforcement de l'Exécutif, aux dépens du Législatif, facilite assurément la manœuvre.

De quoi sera fait 1959? Ne jouons pas au prophète. Tout ce qu'il nous appartient de dire, c'est que, si nous avons conservé les institutions capricieuses de la défunte Quatrième, les perspectives seraient sombres : nous aurions pu parier pour l'accumulation de toutes les sottises et de tous les maux — c'est-à-dire, à la fois, pour la crise et pour l'inflation, qui ne sont pas incompatibles.

Avec des institutions rajeunies, qui nous promettent une longue stabilité politique, l'horizon s'éclaircit. Il se peut qu'il nous faille passagèrement payer d'une « récession » économique le rétablissement de nos finances. Ce ne devrait être qu'un mauvais moment à passer. Au delà, et à condition de ne plus nous laisser griser par les chimères, nous pouvons entrevoir, jumelées comme dans l'Allemagne de ces dix dernières années, la reprise économique et la stabilité monétaire.

René SÉDILLOT